

Communiqué de presse

8 juin 2017

L'État français brade le sous-sol national en toute discrétion !



En 2012, la France a relancé les recherches minières sur son territoire (métropole, Guyane, Polynésie, fonds sous-marins...). **Depuis, de nombreux dossiers de demandes de Permis Exclusifs de Recherche Minière ou d'Exploitation de Mines** ont été déposés et accordés (sans compter les sites d'exploitations déjà en cours). La plupart **ont été délivrés par Emmanuel Macron**, alors ministre de l'Économie, et ce sans que les populations concernées en soient informées.



Ces décisions vont à l'encontre des objectifs de développement durable affichés par la France, organisatrice de la COP 21 en décembre 2015 et, la logique de l'extractivisme perpétuel, sans mise en place d'une vaste politique de recyclage des métaux, s'oppose à la déclaration du président de la République « il n'y a pas de planète B ! ».



De plus, l'État français accorde la majorité de ces permis à **des sociétés portées par des capitaux étrangers**. Les communes n'émettent qu'un avis consultatif, à partir des seuls arguments fournis par ces dernières et les organismes d'État, qui valident et accompagnent leur lancement. Le **manque de transparence** pousse citoyens, élus et agriculteurs à se rassembler pour accéder aux informations et manifester leur opposition à ces permis **aux impacts irrémediables sur l'environnement et la santé et destructeurs d'emplois locaux pérennes**. La France accumule déjà de nombreux exemples d'anciens sites miniers dont les pollutions, laissées en l'état, impactent, quand elles ne détruisent pas, la vie de leurs riverains : Le Rhun (22), Lignol (56), Salsigne (11), Salau (09), Saint-Felix-de-Pallieres (30), Chessy (69)... Dans ce contexte, comment faire confiance à des entreprises qui, pour obtenir des permis, n'hésitent pas à travestir les faits (telle Variscan Mines qui réfute les risques liés à l'amiante sur le site Salau) ou minimisent les impacts inhérents à leur activité ?





Par ailleurs, les engagements des sociétés qui explorent ne sont pas ceux de celles qui exploitent, car ce sont rarement les mêmes. Ces dernières, lorsqu'elles prennent possession des lieux où elles obtiennent des concessions, épuisent les ressources à leur grand avantage et **s'affranchissent toujours de la dépollution des sites, aux dépens des collectivités locales** qui doivent en assumer toutes les conséquences.

La population est ainsi doublement impactée.

Devant ce manque de transparence, **collectifs et associations se mobilisent** pour informer et s'opposer à ces différents projets.

Le jeudi 15 juin 2017, à l'École des Mines de Paris, 60 bd St-Michel, se tiendra la **journée Mines en France**, dont le thème est « L'Europe minière et la place de la France » (*programme ci-joint*). Les intervenants proviennent du lobby minier (Université et industrie) et des organismes d'État (ministère de l'Environnement et Ademe).

À cette occasion, la société civile, représentée par les collectifs locaux issus de toute la France, dont la Guyane, **manifestera pacifiquement son opposition au pillage des ressources de ses territoires**. Elle interpellera le gouvernement, les élu-e-s et les candidat-e-s à la députation, afin qu'ils prennent publiquement position sur cette question pendant l'entre-deux tours des élections législatives.

Après une parodie théâtrale à 12h., les associations tiendront une conférence de presse à l'entrée du jardin du Luxembourg juxtaposant l'école des Mines.

Alternatives Projets Miniers, Attention Mines, Collectif Or de question, Des Terres Minées en Guyane, Des Terres MINEes35, Douardidoull, Gratte Papier, Maïouri Nature Guyane, Mines de Rien, Rouez-Environnement, Stop Mines EH, Stop Mine-Salau, Stop Mines 23

Contacts presse

Claire Mériaux – Attention Mines – meriaux.claire@wanadoo.fr - 06 45 94 85 15

Lauréline Lesselingue – Desterrresminées35 – laureline1@hotmail.com - 06 61 97 91 06

Patrick Monier - Maïouri Nature Guyane - patrick.monier960@orange.fr - 06 44 15 95 39

Jacques Renoud – Stop Mine Salau - jacques@renoud.com - 07 85 64 21 61